



PRÉFET DU TARN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral complémentaire du **09 SEP. 2024**

portant sur une demande d'approfondissement avec modification des hauteurs de fronts et une demande de prolongation de 10 ans pour une carrière de granite à ciel ouvert exploitée par la SAS CARRIERES PLO implantée sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme (81490) au lieu-dit « Le Salès »

Le secrétaire général chargé de l'administration de l'Etat dans le département du Tarn

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, L.516-1, R.181-45, R.181-46 et R.516-1 ;
- Vu** le décret du 16 juillet 2024 mettant fin à compter du 22 juillet 2024 aux fonctions de préfet du Tarn exercées par Monsieur Michel VILBOIS ;
- Vu** le décret du 7 juin 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, secrétaire général de la préfecture du Tarn, sous-préfet d'Albi ;
- Vu** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2024 portant délégation de signature à Monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 06 mars 2003, autorisant la SAS CARRIERES PLO à exploiter une carrière à ciel ouvert de granite au lieu-dit « Le Salès » sur le territoire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral modificatif du 22 mai 2012 modifiant la méthode d'exploitation ;
- Vu** la demande d'approfondissement et la demande de prolongation d'une durée de 10 ans de la carrière au lieu-dit « Le Salès » sur la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme adressée à Monsieur le Préfet du Tarn le 26 avril 2023 ;

- Vu** l'avis du 28 juin 2024 portant lancement de la consultation du public par voie électronique du 22 juillet 2024 au 12 août 2024 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 14 mai 2024 ;
- Vu** le courriel adressé le 30 août 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- Vu** les observations présentées par le demandeur sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire par courriel du 5 septembre 2024 ;

Considérant que les capacités techniques et financières de la société SAS CARRIERES PLO sont suffisantes pour conduire et mener à bien l'exploitation de la carrière susvisée ;

Considérant que le projet consiste en l'approfondissement de 20 mètres du carreau d'exploitation sur les zones autorisées portant ainsi la côte seuil à 455 m NGF ;

Considérant que le projet consiste également à prolonger la durée d'exploitation de la carrière d'une durée de 10 ans sans modifier le volume extrait ;

Considérant que la zone d'approfondissement concerne un secteur en exploitation avec des enjeux naturalistes limités ;

Considérant que l'approfondissement du carreau déjà encaissé ne présentera aucune incidence supplémentaire vis-à-vis des paysages et des visibilitées ;

Considérant que les méthodes d'exploitation actuellement autorisées restant identiques et le périmètre d'exploitation restant identique, l'impact concernant les émissions sonores et de poussières n'est pas modifié ;

Considérant que l'étude géotechnique réalisée conclut à une bonne tenue des fronts, sans menace d'éboulement, pour tous les secteurs Ouest, Sud, Est, Nord-Ouest, Nord-Est soumis à l'étude ;

Considérant que l'étude hydrogéologique réalisé conclut sur le fait que l'approfondissement du carreau n'aura aucun impact sur la piézométrie locale et sur la qualité des eaux souterraines ;

Considérant que des relevés géologiques seront toutefois nécessaires à l'apparition de nouvelles failles lors de l'abattage, sur tous les fronts de taille, et particulièrement sur les fronts Ouest très fracturés, et Nord-Ouest à proximité de la faille majeure ;

Considérant que les principes de remise en état sont inchangés, qu'ils concernent principalement l'augmentation de la superficie du plan d'eau ;

Considérant l'absence d'observations émises lors de la consultation du public par voie électronique organisée du 22 juillet 2024 au 12 août 2024 ;

Considérant que la modification des conditions d'exploitation entraîne une nouvelle détermination du montant des garanties financières applicables ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaire les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Considérant que les conditions d'exploitation et d'aménagement, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement de l'installation et constituent des mesures suffisantes pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du sous-préfet de Castres

ARRÊTE

Article 1 :

La prescription de l'article 3 de l'arrêté préfectoral modificatif du 22 mai 2012 est abrogée et est remplacée par :

- « • L'extraction est limitée à la cote 455 m NGF ;
- En vue de maintenir une emprise de carreau suffisamment importante pour assurer l'exploitation en toute sécurité (ateliers de découpe, mouvements des engins), la hauteur maximale des fronts de taille inférieurs côté Est, Sud et Ouest en partie Sud de la faille est portée à 30 mètres.

Des relevés géologiques, seront réalisés dès apparition de nouvelles failles lors de l'abattage, sur tous les fronts de taille, et particulièrement sur les fronts Ouest très fracturés, et Nord-Ouest à proximité de la faille majeure ».

Article 2 :

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral modificatif du 22 mai 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté, le réaménagement étant coordonné à l'exploitation ».

Article 3 :

Les dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral modificatif du 22 mai 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le plan d'exploitation respecte notamment les conditions suivantes :

- La hauteur maximale des fronts de taille à l'Est, Sud et Ouest est de 30 mètres ;*
- L'extraction est limitée à la cote 455 m NGF ».*

Article 4 :

Les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral modificatif du 22 mai 2012 sont abrogées et remplacées par :

« La remise en état est effectuée par :

La création d'un plan d'eau d'environ 10 ha au centre des terrains dont les caractéristiques sont les suivantes :

- profondeur variant de 1 à 55 m;*
- surface libre stabilisée à la cote de 508 m NGF ;*
- réalisation d'une surverse par le biais d'un chenal.*

- une roselière et une jonchais/Cariçaie sont créées aux abords du plan d'eau ;

- la création de petites dépressions permettant le maintien de la batrachofaune existante sur le site ;

- le maintien d'un merlon comprenant une haie d'arbuste et d'une clôture en bordure de la RD 66 et du sentier « La Ronda del Peiraire »,

- les gradins laissés en place avec banquettes réduites à 5 m de large. Les banquettes des gradins supérieurs (au-dessus de la cote 508 m NGF) en bordure Nord et Est sont aménagés de plantations, amas rocheux, et semis (apports de stériles fins et matières organiques),

- en secteur Nord en limite d'exploitation, les espaces anciennement utilisés pour les dépôts sont végétalisés par semis pelousaires. Les espaces boisés sont maintenus. »

« L'état des terrains en fin d'exploitation et de réaménagement, est conforme au plan annexé au présent arrêté. »

Article 5 :

Les dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 mars 2003 sont modifiées par les dispositions suivantes :

« L'autorisation d'exploiter est valable jusqu'au 05 mars 2043 sous réserve des droits de propriété ou des contrats de forage dont est titulaire le bénéficiaire » .

Article 6 :

Les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral modificatif du 22 mai 2012 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Compte-tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement tel que défini, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à ladite période. Ce montant est fixé à :

Phases Durée	Montant en € TTC
Quatrième phase du 7 mars 2022 au 6 mars 2027	761 391,00 €
Cinquième phase du 7 mars 2027 au 6 mars 2033	751 594,00 €
Sixième phase (prolongation 5 ans) du 7 mars 2033 au 6 mars 2038	619 179,00 €
Septième phase (prolongation 5 ans) du 7 mars 2027 au 6 mars 2043	619 179,00 €

L'indice TP01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 129,9 (avril 2024)

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire telle que prévue par la réglementation et d'un montant égal à la somme correspondante fixée ci-dessus ».

Article 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

Article 8 : Mesures de publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme et peut y être consultée ;

2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Saint-Salvy-de-la-Balme pour une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie, l'inspection des installations classées et le maire de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Tarn et dont une copie sera notifiée à la SAS CARRIERES PLO.

Fait à Albi, le 09 SEP. 2024

**Pour le secrétaire général et par délégation,
Le sous-préfet de Castres**



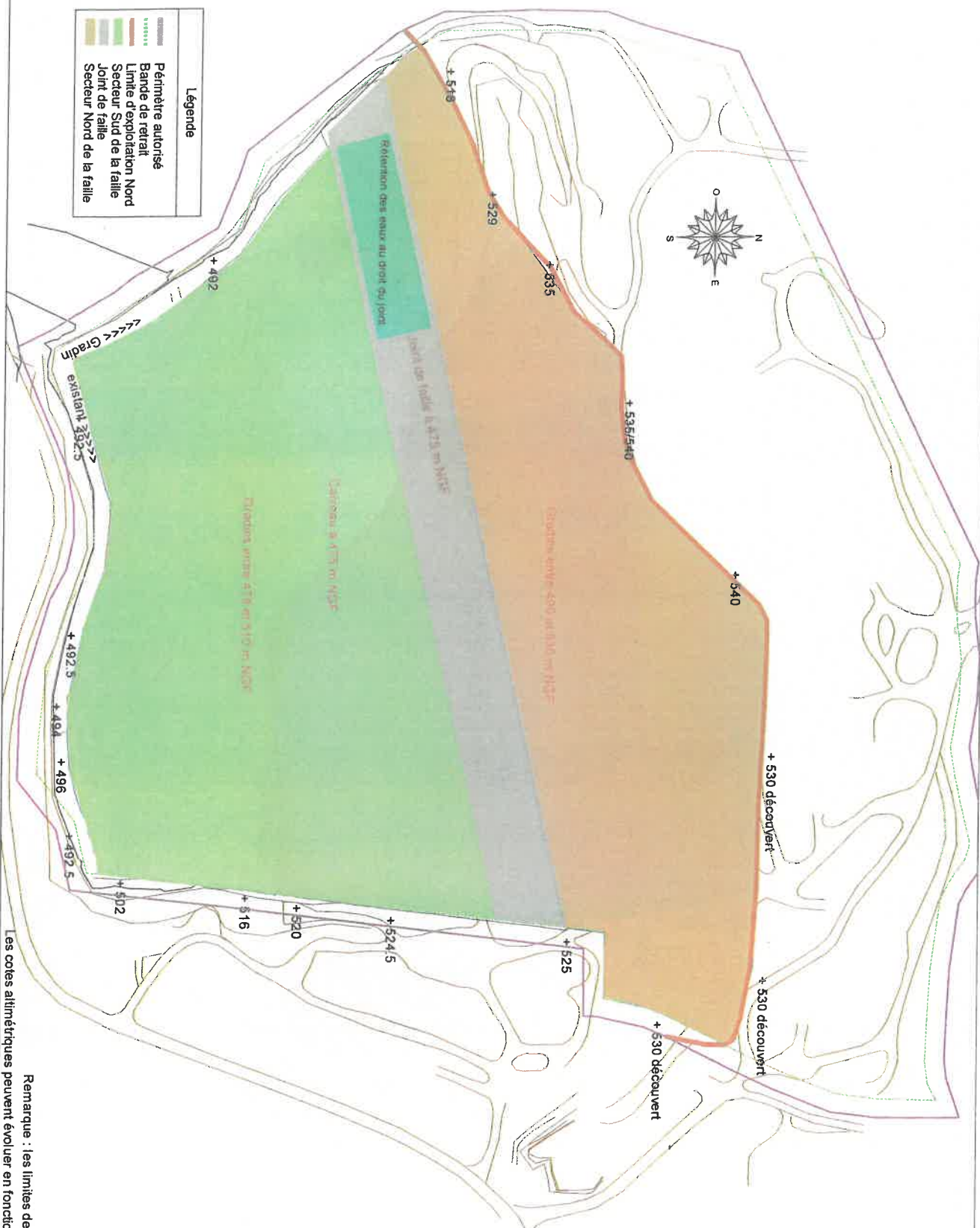
Laurent GANDRA-MORENO

ANNEXE : PLAN DE PHASAGE

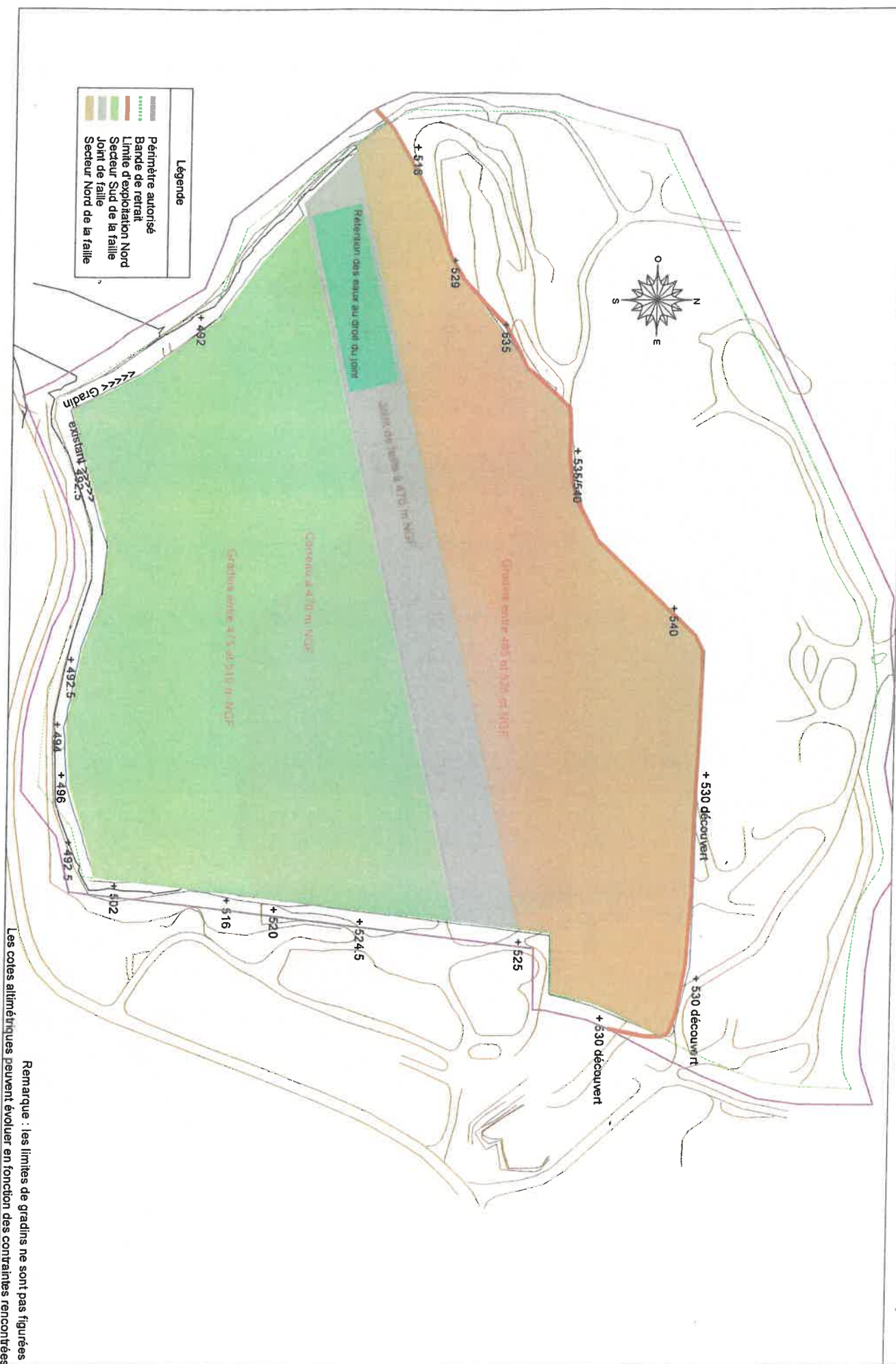
Carrière du Salès à St-Salvy de la Balme (81) / Carrières PLO

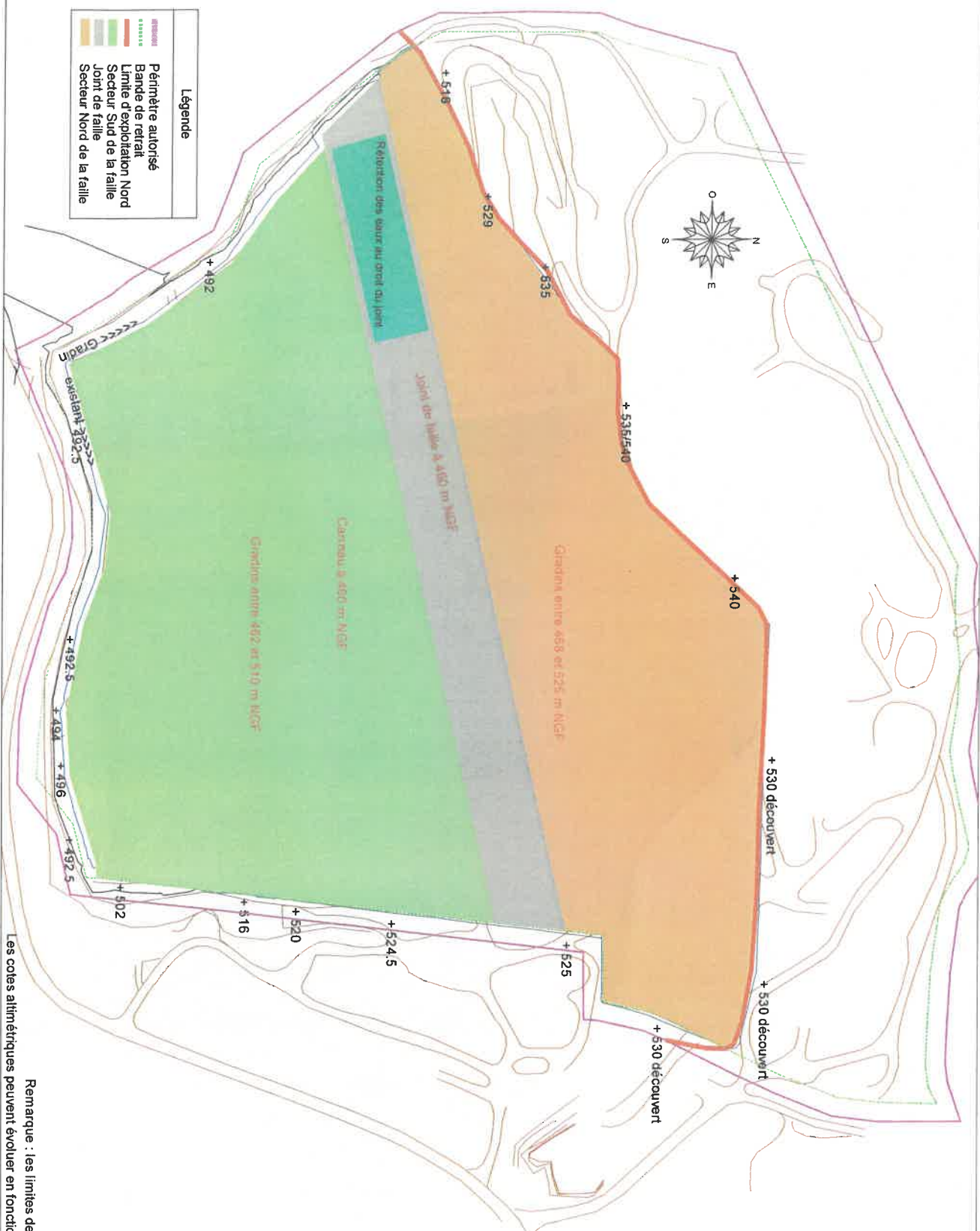
Fig. 5 : Etat de fin d'exploitation indicatif en 2028

1/2000

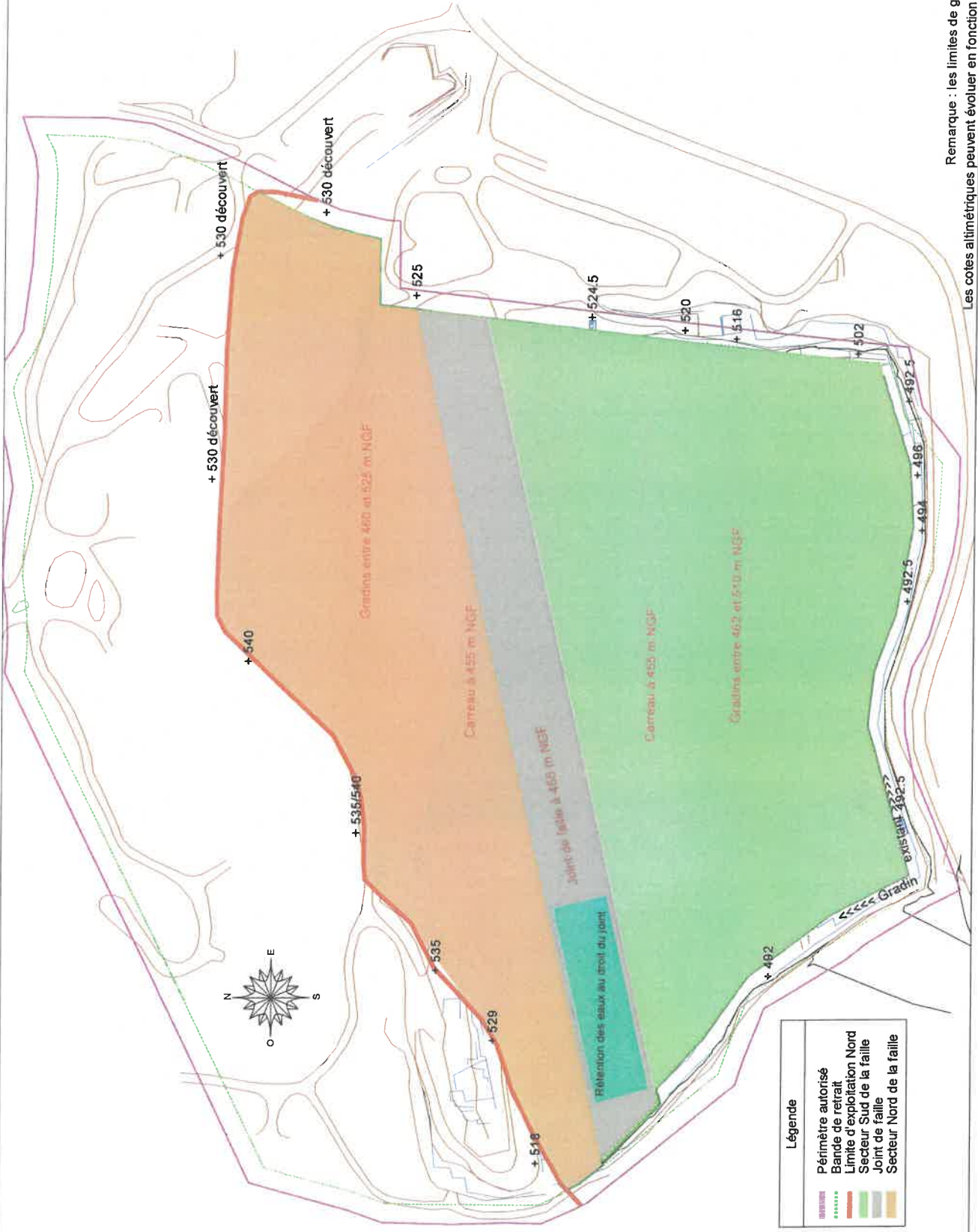


Remarque : les limites de gradins ne sont pas figurées
les cotes allométriques peuvent évoluer en fonction des contraintes rencontrées





Remarque : les limites de gradins ne sont pas figurées
Les cotes altimétriques peuvent évoluer en fonction des contraintes rencontrées



Remarque : les limites de gradins ne sont pas figurées
Les cotes altimétriques peuvent évoluer en fonction des contraintes rencontrées

Remarque : les limites de gradins et altimétries sont indicatives
Elles pourront évoluer en fonction des contraintes rencontrées

